



Projet No 18/2020-1

19 mars 2020

## Congé pour raisons familiales

### *Texte du projet*

Avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnellement en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales.

#### Informations techniques :

<b>No du projet :</b>	18/2020
<b>Remise de l'avis :</b>	meilleurs délais
<b>Ministère compétent :</b>	Ministère de la Sécurité sociale
<b>Commission :</b>	Commission « Affaires sociales, sécurité et santé au travail et environnement »

.... Procedure consultative ....

**Avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales.**

**I. Exposé des motifs et note motivant l'urgence**

Le présent projet prévoit la possibilité d'un droit au congé pour raisons familiales pour les parents dont les enfants ont été soumis aux mesures d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile pour des raisons impérieuses de santé publique décidées par les autorités compétentes pour faire face à la propagation d'une épidémie, et plus spécifiquement du coronavirus COVID-19.

Afin de permettre aux parents d'assurer, le cas échéant, la garde de leur enfant, il est proposé d'étendre la liste des cas où le congé pour raisons familiales peut être prorogé sur avis favorable du Contrôle médical de la sécurité sociale par celui où un enfant est mis en isolement, éviction ou de maintien à domicile pour des raisons impérieuses de santé publique décidées par les autorités compétentes.

Motivation de l'urgence : Étant donné que les mesures d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile pour des raisons impérieuses de santé publique ont déjà été décidées par les autorités compétentes, il est indispensable d'avoir recours à la procédure d'urgence pour que le cadre légal et réglementaire puisse permettre aux parents concernés d'assurer la garde de leurs enfants en garantissant le remboursement de leurs salaires pour les périodes visées.

Comme la première modification dans le cadre des présentes mesures est entrée en vigueur au 14 mars 2020, il y a lieu que la présente modification produise ses effets à la même date.

\* \*

## **II. Texte du projet**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article L. 234-52 du Code du travail ;

Les avis de la Chambre de commerce, de la Chambre des métiers, de la Chambre des salariés, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics et de la Chambre d'agriculture ayant été demandés ;

Vu l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Sécurité sociale, de Notre Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, de Notre Ministre de la Famille et de l'Intégration, de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

### **Arrêtons :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales est complété par un tiret qui prend la teneur suivante :

« - les mesures d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile d'enfants pour des raisons impérieuses de santé publique décidées par les autorités compétentes pour faire face à la propagation d'une épidémie. »

**Art. 2.** Le présent règlement produit ses effets au 14 mars 2020.

**Art. 3.** Notre ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions, notre ministre ayant le Travail, l'Emploi et l'Économie sociale et solidaire dans ses attributions, notre ministre ayant la Famille et l'Intégration dans ses attributions et notre ministre ayant les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

\* \*

### III. Commentaire des articles

L'article 1<sup>er</sup> ajoute un point supplémentaire à la liste des cas pour lesquels le congé pour raisons familiales peut être prolongé sur avis conforme du Contrôle médical de la sécurité sociale.

Il s'agit en effet d'étendre les cas de prolongation de ce congé aux situations dans lesquelles un enfant est soumis à des mesures d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile par les autorités compétentes et où un parent ne peut pas aller travailler parce qu'il doit assurer la garde de cet enfant.

\* \*

### IV. Version coordonnée

#### Art. 1er.

Sont définies comme maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle au sens de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales :

- les affections cancéreuses en phase évolutive ;
- les pathologies entraînant une hospitalisation en secteur aigu d'une durée dépassant deux semaines consécutives ;
- la mise en quarantaine d'un enfant, décidée par le médecin de la Direction de la santé conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé en vue de limiter la propagation d'une épidémie ;
- **les mesures d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile d'enfants pour des raisons impérieuses de santé publique décidées par les autorités compétentes pour faire face à la propagation d'une épidémie.**

#### Art. 2.

Notre ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions, notre ministre ayant le Travail, l'Emploi et l'Économie sociale et solidaire dans ses attributions, notre ministre ayant la Famille et l'Intégration dans ses attributions et notre ministre ayant les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

\* \*